

**PROPOSED ITUC/TUAC PRIORITIES
FOR FRENCH 2011 PRESIDENCY OF G20 AND G8**

1. Prioritise jobs:

- Maintain economic recovery measures until employment rates are on a path to return to pre-crisis levels.
- Bring forward conference of G20 Labour Ministers to early 2011 with recommendations to be taken up by all governmental Ministers.
- Confirm G20 Labour Ministers' Conference as annual meeting, incorporating social partners' consultation, to draw up employment policy recommendations.
- Establish a G20 Working Group on Employment that includes the social partners to track implementation of recommendations.
- Recommit to implement the Global Jobs Pact in all G20 countries.
- Strengthen with appropriate funding the ILO role in IMF programmes for crisis-hit countries in order to achieve recovery on a pro-growth, high wage basis; in G20 Framework for "Strong, Sustainable and Balanced Growth" and in particular the Mutual Assessment Process; and ILO capacities to provide in-country assistance and to undertake global & national macroeconomic analysis.

2. Move ahead on financial regulation and taxation:

- Implement a Financial Transaction Tax.
- Deepen and accelerate the implementation of the G20 action plan on financial regulation, including effective, robust measures against tax havens and other forms of tax evasion.
- Instruct the FSB to establish a trade union consultation mechanism.

3. Get back on track for development:

- Increase official development assistance to achieve the MDGs.
- Endorse a Social Protection floor and ensure IMF/World Bank/G20 commit funding to this.

4. Shift to a new sustainable economic growth model:

- Commit to progress in multilateral climate negotiations, incorporating just transition, by COP17.
- Implement the G20 Washington Labour Ministers' recommendations on moving to fairer distribution of fruits of growth.
- Draft and adopt the "Merkel Charter" for Sustainable Economic Activity.

5. Strengthen G20 governance and transparency:

- Organise on a recurrent basis a "Labour-G20" consultation process in the G20 in view of the fact that two summits have organised a "Business-G20", and deepen existing processes for trade union consultation.

**PRIORITÉS PROPOSÉES PAR LA CSI/TUAC
POUR LA PRÉSIDENTE FRANÇAISE DU G20 ET DU G8**

1. Accorder la priorité à l'emploi :

- Poursuivre les mesures de relance économique jusqu'à ce que les taux d'emploi retrouvent leurs niveaux préalables à la crise.
- Avancer au début de l'année 2011 la Conférence des ministres du Travail du G20, dont les recommandations devront être adoptées par tous les ministres des gouvernements.
- Confirmer la Conférence des ministres du Travail du G20 comme réunion annuelle, incorporant une consultation des partenaires sociaux, en vue de rédiger des recommandations sur la politique de l'emploi.
- Établir un Groupe de travail du G20 sur l'emploi qui regroupe les partenaires sociaux afin de suivre de près la mise en œuvre des recommandations.
- Renouveler l'engagement à mettre en œuvre le Pacte mondial pour l'emploi dans tous les pays du G20.
- Renforcer, moyennant un financement adéquat, le rôle de l'OIT dans les programmes du FMI destinés aux pays frappés par la crise en vue de garantir une reprise favorable à la croissance et basée sur des salaires élevés; dans le Cadre du G20 pour « une croissance forte, durable et équilibrée » et en particulier son Processus d'évaluation mutuelle; et les capacités de l'OIT à fournir une assistance à l'échelle nationale et à entreprendre une analyse macroéconomique aux échelons mondial et national.

2. Avancer en matière de réglementation financière et de taxation :

- Appliquer une taxe sur les transactions financières.
- Renforcer et accélérer la mise en œuvre du plan d'action du G20 sur la réglementation financière, comprenant des mesures efficaces et fortes contre les paradis fiscaux et d'autres formes d'évasion fiscale.
- Charger le CSF d'établir un mécanisme de consultation syndicale.

3. Se remettre sur la bonne voie pour le développement :

- Augmenter l'aide publique au développement afin d'atteindre les OMD.
- Approuver un socle de protection sociale et veiller à ce que le FMI/Banque mondiale/G20 s'engagent à le financer.

4. Adopter un nouveau modèle de croissance économique durable :

- S'engager à faire avancer les négociations multilatérales sur le changement climatique, incorporant une transition juste, d'ici à la COP17.
- Mettre en œuvre les recommandations des ministres du Travail du G20 de Washington en vue de garantir une répartition plus équitable des fruits de la croissance.
- Élaborer et adopter la « Charte Merkel » pour une activité économique durable.

5. Renforcer la gouvernance et la transparence du G20 :

- Organiser, sur une base récurrente, un processus de consultation du « G20-travail » au sein du G20 dans la mesure où deux sommets ont organisé un « G20-affaires » et approfondir les processus existants pour la consultation des syndicats.